LA POLITIQUE DE ROOSEVELT

L'intention primitive de Roosevelt vise un assainissement des banques par une large amputation des dépôts. Mais c'est aller au-devant d'une faillite de tout le système bancaire ; aussi, le programme « déflationniste » ne se traduit-il que par des mesures de compression budgétaire : réduction du « Bonus » des vétérans et des traitements des salariés d'Etat.

C'est alors que Roosevelt sort son programme dont les objectifs essentiels sont :

1° L'appui aux banques pour libérer leurs avoirs immobilisés ;

2° La hausse des prix au niveau de 1926 ;

3° L'allègement de l'économie du poids considérable des dettes, qui doit résulter de la hausse des prix, conséquence de la baisse de la monnaie ;

4° Une intervention accrue de l'Etat dans le domaine économique : la « codification » de l'industrie et « l'aide » à l'agriculture ;

5° L'augmentation des capacités de concurrence sur le marché extérieur (lutte contre l'Angleterre et le Japon).

Les deux principaux moyens utilisés pour la réalisation de ce programme sont : l'abandon du dollar gagé sur l'or et la N. R. A.

Toute la stratégie de Roosevelt s'appuie principalement sur la manœuvre monétaire qui a pour fonction « d'amorcer » la reprise. L'abandon de l'étalon-or ne se justifie nullement par des nécessités techniques (le pourcentage de la couverture or est de près de 50 p.c. en mars 1933) mais correspond à une volonté de dépréciation consciente et systématique du dollar. Cela se traduit par le vote d'une loi donnant à Roosevelt la faculté d'émettre des billets jusqu'à concurrence de 3 milliards de dollars et de réduire la valeur du dollar de moitié.

Hausser les prix, accroître le pouvoir d'achat par la multiplication des « signes monétaires », tels sont les buts. La « création » de ces signes devient ainsi synonyme de production de valeurs nouvelles, d'accroissement des richesses !!! On exhume la vieille **théorie « quantitative » de la monnaie** qui veut que ce soit le **volume** de la monnaie en circulation qui détermine la **valeur** des marchandises alors qu'au contraire nous pensions jusqu'ici que la valeur des marchandises était représentée par la valeur du **travail** qu'elles contiennent.

Voilà donc une excellente occasion de réexaminer le caractère et la fonction de la monnaie : Sur son caractère, Marx nous a déjà indiqué que « l'or ne joue le rôle de monnaie vis-à-vis des autres marchandises que parce que, auparavant, il s'y opposait déjà comme marchandise » et aussi que « parce que, dans certaines fonctions déterminées, l'or peut être remplacé par de simples signes de lui-même, on se figure qu'il n'était lui-même qu'un simple signe ». (« Capital », vol. I).

L'or, comme monnaie, a **deux fonctions :** a) Il est **mesure des valeurs** parce que, **avant tout,** il est une marchandise représentant du temps de travail matérialisé ; sa valeur est donc **variable** comme celle de toute autre marchandise. (Par exemple : 1.5 gr. or = 10 heures de travail = un boisseau de blé).

b) Il est aussi **étalon des prix,** parce que, comme **unité de mesure et de compte** (conventionnelle), il représente un poids déterminé de métal **invariable,** subdivisé en parties aliquotes ! Dans cette fonction, l'or rend toujours le même service quelle que soit la variation de sa valeur : une dixième partie de l'unité ne modifie pas son rapport à l'unité (1.5 gr. or = 1 dollar = 100 cents).

Le **prix d'une marchandise** exprime, par conséquent, deux choses : a) sa grandeur de valeur correspondant à une quantité de travail social qui s'exprime en son équivalence en or-monnaie (première fonction) ; b) le multiple ou la fraction de l'unité de mesure contre quoi elle est échangeable (deuxième fonction), soit l'équation : une table = (20 heures de travail) = 3 grammes d'or = (20 heures de travail) = 2 dollars.

Une hausse réelle des prix ne peut donc se produire : 1° que par une baisse de la valeur de l'or, la valeur des autres marchandises restant constante ; 2° que par **une hausse de la valeur de toutes les marchandises,** la valeur de l'or restant constante. L'inverse se vérifiera en cas de baisse générale des prix.

Décider **arbitrairement** qu'**un dollar** ne représente plus 1.5 gramme d'or mais, par exemple, 0.75 gr., **ne change rien** au fait que, par exemple, un boisseau de blé doit continuer à s'échanger contre 1.5 gr. d'or (la valeur, l'offre, la demande restant constantes). Il faudra **deux signes monétaires dollar** pour obtenir un boisseau de blé, mais sa valeur, son prix réel, n'auront pas changé. Pour m'illusionner sur la longueur d'une pièce d'étoffe, mesurant, disons, 10 mètres, je puis évidemment convenir que le mètre, **unité de longueur,** n'équivaut plus qu'à 50 centimètres et obtenir une pièce de 20 mètres (de 50 cm.) !... C'est cependant ce genre de plaisanterie que voudraient nous faire accepter Roosevelt et ses conseillers.

La **valeur,** le **prix réel** des marchandises ne sont donc nullement fonction de la **quantité des signes monétaires** en circulation : les besoins des échanges, en monnaie, peuvent être aisément déterminés, d'une part, par la valeur totale des marchandises existantes, et par leur vitesse de circulation, d'autre part. Pour les jongleurs de la théorie quantitative, il suffit d'augmenter le volume de la monnaie pour faire hausser les prix et inversement, d'où **ce miracle,** le «dollar compensé» : dollar à contenu or variant avec les prix (s'élevant en cas de hausse des prix ou s'abaissant en cas de baisse) qui semblerait détenir un **pouvoir d'achat constant** et conférer de la **stabilité aux prix.**

Voilà un exemple des expédients auxquels le capitalisme aux abois doit recourir pour duper et confondre les masses et gagner ainsi l'indispensable répit.

LE BATTAGE DE LA N. R. A.

Toute la démagogie de cette vaste manœuvre stratégique du capitalisme peut se concentrer en cette déclaration de Johnson, le chef de la N. R. A., l'homme de confiance de Baruch, qui est lui-même le plus puissant représentant du capital financier. « Il faut restaurer, augmenter le **pouvoir d'achat** du peuple. Le consommateur est essentiel pour le succès de nos efforts. SI tous les patrons se conforment aux codes, et SI tous les consommateurs effectuent des achats importants, on assistra à la reprise la plus formidable qui ait été constatée ».

Mais que **signifie, en régime capitaliste, augmenter le pouvoir d'achat?** Pour la simplicité de la démonstration, nous envisageons une société **purement capitaliste.**

Marx a formulé comme suit la valeur de la production annuelle : **capacité générale d'achat** = capital constant (consommé) + capital variable + plus-value.

Le **travail nouveau** incorporé à cette production ou capital variable + plus-value constitue le **revenu social annuel** et la fraction du revenu consommé par les individus c'est la **capacité de consommation** représentée par : capital variable + plus-value (moins la partie accumulée).

Nous rappellerons que la production sociale se décompose en **objets de production** et en **objets de consommation :** chaque branche de l'économie, chaque entreprise constitue un marché pour les autres branches, mais, **en fin de compte,** c'est la **consommation individuelle** qui détermine la consommation **productive** et, par conséquent, la **capacité totale d'achat** du marché.

Or, les nécessités de l'accumulation capitaliste ont réduit de plus en plus, dans l'ensemble du capital, la part réservée au capital variable (part du prolétariat) et à la plus-value consommable pour grandir la part du capital constant et, par conséquent, les capacités productives (capital fixe). D'où cette **contradiction fondamentale :** le développement des forces de production entraîne une régression relative du revenu social et de la **capacité de consommation individuelle.**

Le cercle vicieux se place ici : la consommation individuelle, d'une part, détermine la capacité générale d'achat, mais est conditionnée, d'autre part, par cette même capacité d'achat limitée par les possibilités d'emploi de l'appareil de production. Nous voilà au centre du problème : **l'extension du marché.**

Or, pour le capitalisme **en général,** et le capitalisme **américain** en particulier, le **marché extérieur non-capitaliste** n'offre plus, pour longtemps, de perspectives d'élargissement. Reste le marché intérieur. Sur quelles bases celui-ci peut-il se